



**la
cgt**

FINANCES PUBLIQUES

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES

• Case 450 / 451 • 263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex
• www.financespubliques.cgt.fr • Courriels : cgtfinancespubliques@dn.dgfp.finances.gouv.fr • dgfp@cgt.fr
• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

Photo : Michel-Olivier-Bernard

**Un choix,
les salariés !
Pour décider
et agir**

**Les syndiqué-e-s
au coeur de
la CGT**

**Une CGT
à l'écoute,
Une CGT
indépendante**

**Améliorer la
démocratie sociale**

Une CGT

- Pour lutter,
- Pour proposer,
- Pour se défendre,
- Pour rassembler,
- Pour négocier

**Ensemble, plus
nombreux et plus fort !**

La CGT a pour objectif une véritable justice sociale, elle travaille à la défense et la conquête de droits individuels et collectifs pour les salariés. Leurs intérêts sont fondamentalement opposés à ceux des patrons et actionnaires, aussi ont-ils besoin de s'organiser pour se défendre.

Elle propose aux salariés d'élaborer leurs revendications, à partir de leurs aspirations et besoins, ainsi que les moyens d'action pour parvenir à leur satisfaction. Pour ce faire, la Cgt œuvre au rassemblement le plus large des salariés. Elle leur permet de contester, proposer, rassembler lutter et négocier.

La CGT fait le choix de la démocratie, elle décide de ses orientations avec les syndiqués. Elle fait de la consultation systématique des salariés un principe permanent, qui leur permet de mesurer les avancées dans les négociations.

La Cgt se construit au travers et par la participation des syndiqués. Ils sont auteurs, acteurs et décideurs de leur organisation. Leurs diversités et leurs différences conjuguées au respect, à la tolérance, à l'écoute et à la démocratie font toute la richesse et le dynamisme de la Cgt, votre organisation syndicale.

Consolider les droits

Le système social français s'est construit sur des règles et des droits acquis au fil des années par les luttes des salariés pour organiser leur protection individuelle et collective. Ces droits peuvent être issus du Code du travail, socle minimum de droits sociaux pour les salariés du privé, du statut général de la Fonction publique pour tous les fonctionnaires.

Nos droits ne sont jamais définitivement acquis. En permanence le patronat tente de les remettre en cause. Les défendre, en acquérir de nouveaux, nécessitent un travail continu, une lutte incessante qui ne peut être que collective et solidaire avec le plus grand nombre de salariés. Le constat de l'insuffisance des droits pour les salariés justifie les propositions de la Cgt pour plus de citoyenneté et de démocratie dans les entreprises et les services publics.

POUR

- la justice
- les libertés
- l'égalité
- la solidarité
- les services publics

CONTRE

- le racisme
- toutes formes de discriminations et d'exclusions

POUR

- la paix et le désarmement
- les droits et le rapprochement des peuples
- la défense de notre environnement

Nouveau Réseau de Proximité : la DGIP dans la tourmente

On le sait, la moindre réforme institutionnelle, la moindre évolution de la fiscalité, une simple réorientation de l'action publique, impactent tous les agents de la DGFIP. Tout simplement car notre administration est au cœur de notre république de par son rôle stratégique dans ses missions de contrôle, de conseil aux usagers et aux collectivités locales, de payeur, et par nos implantations territoriales. Le ministre de l'action et des comptes publics l'a bien compris, et il a justement rappelé cette place stratégique lors de son discours sur les préconisations Action Publique 2022.

Pour autant, sa logique n'est pas de renforcer nos moyens, mais au contraire de les amenuiser. C'est pour cela qu'il entend remettre la réorganisation du fonctionnement du réseau par des « simplifi-

cations ». Aucune mission, aucune structure ne sera épargnée.

Derrière, ce sont les territoires qui vont être impactés, par une géographie revisitée : déconcentration de Paris vers la Province, des métropoles vers le péri-urbain, mais dans une logique de recentralisation des missions sur des structures spécialisées avec compétence sur un large champ territorial. La proximité serait réduite aux Maisons de Service au Public et à des permanences mobiles.

Encore une fois, la DGFIP est prise pour cible lorsqu'il s'agit de remettre en cause la sphère publique !

La raison tient dans le fait que nos missions sont vues avant tout sous l'angle budgétaire, toujours rapportées et évaluées sur leurs coûts, mais jamais sur leur apport au pays.

La CGT refuse cette vision réductrice :

des solutions existent pour consolider et renforcer nos missions, pour améliorer notre avenir !

C'est pour cela que la CGT combat les politiques d'austérité à l'œuvre depuis plusieurs années dans notre pays, convaincue que la dépense publique n'est pas un problème et que d'autres choix en matière fiscale pour plus de justice et une meilleure répartition des richesses sont possibles.

C'est pour cela que la CGT se bat pour renforcer toutes les missions de la DGFIP et pour s'assurer qu'elle pourra assumer son rôle au cœur de notre Etat.

C'est aussi pour cela que la CGT propose une amélioration du statut général et des statuts particuliers et revendique un haut niveau de droits et garanties qui permettent de garantir à chaque citoyen l'accès à un service public de qualité !

Exiger «le bien travailler», le «bien être» au travail, l'ambition revendicative de toute la CGT

La question du travail, prise dans toutes ses dimensions, est au cœur du rapport d'exploitation et de la confrontation permanente avec le capital. Depuis plusieurs décennies, on assiste à sa dévalorisation au profit de ce même capital toujours plus avide de profits, jusqu'à mettre aujourd'hui l'humanité en danger.

A la DGFIP, ce sont les mêmes phénomènes qui sont observés depuis près de 15 ans, au nom du dogme de la réduction des dépenses publiques, et dans le but d'orienter l'argent et les activités publiques vers les intérêts privés.

Au cœur de l'action de la CGT se trouve la

question des missions. Celles-ci sont fondamentales car d'elles découle la justification de nos emplois, de nos statuts particuliers, de nos rémunérations et donc de nos droits et garanties.

Exiger « le bien travailler », le « bien être » au travail est une ambition revendicative de toute la CGT qui porte clairement cette volonté de combattre les logiques d'un système capitaliste à bout de souffle au sens où il se révèle incapable de résoudre les problèmes auxquels est confronté l'humanité.

Pour la CGT, il y a un lien évident entre qualité d'exercice des missions et amélioration des conditions de vie au travail.

La CGT Finances Publiques s'inscrit pleinement dans cette ambition qui emporte des enjeux étroitement mêlés.

C'est celui du rapport individuel du salarié à son travail et de son aspiration à pouvoir bien faire son travail, de son rapport aux autres salariés, de la valeur de son travail.

Bien travailler implique des missions exercées dans de bonnes conditions avec des moyens suffisants adaptés. C'est ce qui nous oppose clairement à la Direction générale. Il ne suffit pas de multiplier les méthodes pour mesurer le mal être au travail mais bien de donner les moyens aux agents de la DGFIP de travailler correctement.

La CGT incontournable à la DGFIP

Depuis 2003, la politique gouvernementale de suppression de postes de fonctionnaires (200 000 fonctionnaires en moins depuis 2007) a largement mis à contribution la DGFIP (plus de 20 000 agents en moins, depuis 2008).

Les élections de décembre 2018 ont confirmé la première place de la CGT au niveau de l'ensemble de la fonction

publique (3 versants), avec 21,8 % des voix.

La CGT avec 24,04 % à la DGFIP progresse et conforte sa place de 2^{ème} organisation représentative. Elle est présente dans tous les départements et directions, et s'appuie sur un réseau militant présent sur plus de 2 000 sites.

Elle compte ainsi plusieurs dizaines d'élus

dans les Commissions Administratives Paritaires (CAP) Nationales, et plus de 1 000 élus et représentants dans les différentes instances locales (CAP locales, Comités Techniques, Comités Hygiène et Sécurité, conditions de vie au travail et Comité Départemental d'Action Sociale). Cela en fait le syndicat le plus représenté au niveau local.

